

l'Instruction Publique et approuvée par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil est illégal et nul, même à l'encontre d'un prêteur de bonne foi.

*S. R. Q. articles 2728, 5256, 5889, 5898, 5903.*

L'action était en nullité d'une résolution passée par des Commissaires d'écoles et d'un emprunt contracté par eux. Le demandeur allègue: qu'il est contribuable de la Corporation Scolaire de Village de St-Pierre-aux-Liens, dans les comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier; et qu'en sa qualité de contribuable il est intéressé à la bonne administration des affaires de la dite Corporation Scolaire;

Le 30 avril, 1911, les dits Commissaires d'Ecoles à une assemblée tenue par eux, adoptèrent une résolution par laquelle ils décidèrent: (a) d'effectuer un emprunt de \$40,000.00 pour les fins indiquées dans la dite résolution; (b) de demander l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil sur la recommandation du Surintendant de l'Instruction Publique, d'emprunter la susdite somme, remboursable le 1er mai 1951, à un taux d'intérêt de 5½% par an, payable semi-annuellement, les premiers de mai et novembre de chaque année; qu'à la même assemblée les défendeurs adoptèrent une autre résolution par laquelle ils décidèrent de vendre au mis-en-cause, les débentures que la Commission émettrait et ce, aux conditions mentionnées dans une lettre ou soumission que le mis-en-cause avait adressée à la dite Commission Scolaire, en date du 25 avril 1911, par laquelle il offrait d'acheter au taux de 6% les débentures de la dite Commission Scolaire, au montant de \$35,000.00 ou \$40,000.00 faites remboursables dans 40 ans et portant 80 coupons pour le paiement semi-annuel des intérêts à 5½% par année; que subséquemment, savoir, le 1er juin 1911, l'honorable Surintendant de l'Instruction Publique approuva la demande d'autorisation à emprunter et que cette de-